

Exigeons la fin des violences policières

« Je me refuse d'envoyer des CRS sur des gens qui travaillent. Il est hors de question de considérer des gens qui travaillent de la même façon que des délinquants » G. Darmanin, à propos des manifestations du monde agricole

Les morts des Zineb et Bouna, celle d'Adama Traoré, de Rémi Fraysse ou de Cédric Chauviat, l'avaient déjà clairement montré et le meurtre de Nahel l'a confirmé : la police tue. Elle peut aussi blesser gravement, estropier, éborgner... et les mouvements sociaux, des Gilets Jaunes aux manifestations contre les réformes des retraites, l'ont rappelé à l'opinion publique.

En tant que syndicat de transformation sociale, le SNES avec la FSU doit condamner fermement toutes les violences policières et l'usage illégal de la force par les forces de l'ordre. Il doit également être présent aux côtés des collectifs de soutien aux victimes et continuer à appuyer les militantes et les militants qui ont subi ces violences inacceptables, comme Geneviève Legay ou les prétendu-es écoterroristes. Aujourd'hui, la plupart des plaintes et des enquêtes pour violences policières n'aboutissent pas. Les auteurs et autrices de violences doivent être poursuivi-es et condamné-es. Récemment, le procès des policiers dont Théo a été victime montre combien les peines sont indulgentes quand elles existent...quand les procès ont lieu.

De nombreux pays ont fait la preuve que leur police pouvait éviter les débordements sans mutiler ni tuer les personnes, notamment dans les manifestations. Et ce, sans, *a fortiori*, provoquer, nasser, filmer, contrôler les accès ou les identités, et en préférant l'apaisement à l'embrasement.

Au contraire, le SNES avec la FSU doit exiger que la police, sous contrôle démocratique, soit au service de la population avec, par exemple, des agent-es de proximité, qui ne soient pas armé-es, comme cela existe dans des pays du nord de l'Europe. La police, comme tous les services publics, doit être formée aux questions des discriminations, à la lutte contre celles-ci (racisme, homophobie, transphobie, sexisme et violences faites aux femmes) de manière généralisée et systématique, bien loin de ce qui a cours aujourd'hui.

Renforcer nos mandats dans ce sens est indispensable à l'heure où la vidéo-surveillance se multiplie, où les drones deviennent la coqueluche des autorités, où les maires arment leurs polices municipales et où l'usage non nécessaire et ou excessif de la force contre la population est toujours d'actualité.

Olivier Sillam, Michel Décha Ecole Emancipée